

Coronavirus : imbroglio sur le cas d'une Française testée au Burundi

RFI, 19/03/2020 Le Burundi annonce plusieurs mesures pour éviter des cas de coronavirus, alors que tous ses voisins sont déjà touchés. L'OMS a recommandé 14 jours de confinement pour tous les passagers en provenance de plus de 20 pays affectés par le covid-19, dont les États-Unis et des pays européens. Mais les zones d'ombre qui entourent la gestion d'un cas français à haut risque, révélées ce mercredi 18 mars par le ministre de la Santé, ont jeté la trouille sur cette prise en charge.

L'affaire concerne une Française enseignante à l'école française de Bujumbura, comme l'a expliqué le ministre burundais de la Santé. Elle était rendue au Rwanda du 5 au 9 mars et a été en contact prolongé avec un ami qui est positif au coronavirus après. Cette femme est pressée de revenir la direction de son école et son ambassade ce lundi 16 mars, après avoir appris que son ami qui vit au Rwanda était un cas avéré de coronavirus. « Contact à haut risque » Le ministre burundais de la Santé a été saisi officiellement ce mardi 17 mars à 8h. Mais les services, faute de moyens, ne sont pas en mesure d'effectuer de test sur celle qui est considérée comme « un contact à haut risque ». Il a fallu que l'OMS lui procure de un de ses appareils d'analyse pour qu'une équipe médicale fasse enfin le nécessaire en début de soirée, sans les experts de l'Organisation mondiale de la santé. La suite est plus confuse. D'après des sources, les techniciens ont affirmé à plusieurs reprises que la machine ne fonctionnait pas, avant que le ministre de la Santé n'annonce à l'aube que l'analyse des prélèvements, réalisés cette fois avec des experts de l'OMS, est finalement négative. Des observateurs troublés Malaise chez certains demandent que des prélèvements soient envoyés à Nairobi pour une contre-expertise. Mais les autorités ont refusé trop heureuses d'annoncer qu'aucun cas de coronavirus n'avait été détecté au Burundi jusqu'ici. Le trouble est plus grand chez certains observateurs, qui notent que les matchs de football et les meetings politiques continuent à être organisés à travers le pays, sans aucun souci, alors que tous les pays frontaliers sont déjà touchés. Enfin, ils pointent le fait que l'hôtel qui accueille les voyageurs mis en quarantaine est plein à craquer. Certains ont donc l'autorisation de rentrer chez eux au bout de dix jours uniquement. Ce que confirme le ministre de la Santé.